

Introduction aux Assises du sport à l'université

(Pascal Anger le 13/10/2023 10:45)

« Les Assises du sport à l'université : quelles pratiques, quelles formations quelles recherches face aux enjeux politiques, sociaux, démocratique, face à la nécessité d'égalité et de transition écologique. »

INTRODUCTION : au nom du SNESUP et du SNEP-FSU, bienvenue à ces Assises à Rennes. Celles-ci se situent dans un contexte international désastreux. Assises qui sont le report de celles que l'on devait faire en mars 2023, ceci suite au mouvement social sur les retraites dont nous étions partie prenante. Et début septembre nous apprenions que la date du vendredi 13/10 devenait un appel à une nouvelle journée interprofessionnelle nationale dans un cadre européen, de mobilisations sur les salaires, conditions de travail – emploi, Service public (SP) et contre la réforme des retraites. Nous la FSU appelons à cette journée mais nous ne pouvions logiquement reporter une nouvelle fois. Ces Assises sont aussi un moment de mobilisation et nous soutenons les revendications de cette journée interpro.

Merci à vous tous-tes d'être présent-es (95 inscrit-es), vous qui avez fait l'effort de venir parfois de loin. Nous saluons aussi les collègues connectés des DROM. Merci à toute l'équipe... Et encore merci à l'université de Rennes 2 qui nous accueille pour ces deux jours et soirée.

Alors : pourquoi ces Assises du sport à l'université portant sur quelles pratiques, formations et recherches face aux enjeux politiques, sociaux, démocratiques, à la nécessité d'égalité et de transition écologique. » ?

Et pour faire quoi ? 2024 est l'année des JOP à Paris et E. Macron décrète le sport en 2024 « grande cause nationale » .

D'abord nous **voulions des Assises en présentiels** sur ce sujet après la pandémie de Covid et l'utilisation massive des visios qui se sont développées car très pratiques y compris au plan syndical. Mais la visio ne peut pas remplacer ou devenir le seul vecteur de tout rassemblement, débats professionnels et syndicaux. Des types d'interactions positives en présentiel ne sont pas présents en visio. Aussi nous voulions d'abord renouer avec la rencontre physique. Bref, d'autres richesses se créent en présentiel, je ne développe pas.

Sur le lieu : certes Rennes n'est pas central géographiquement mais c'est aussi le départ d'une lutte emblématique nationale il y a deux ans sur « STAPS oublié /urgence en STAPS » et où les personnels décident de ne pas faire la rentrée en septembre 2021 (forme de lutte devenue exceptionnelle à l'université). Ce choix du lieux est donc lié à cette lutte qui deviendra nationale, (si rare dans le milieu) Lutte menée avec d'autres : ANESTAPS, C3D, autres STAPS, collègues, qui a débouché sur 5 millions d'euros soit environ 73 postes (non négligeables mais certes très insuffisants).

Cet événement co-organisé entre SNEP et SNESUP-FSU se veut d'abord un **moyen de prendre le temps de s'arrêter** pour réfléchir, échanger, débattre et proposer, face nos problèmes professionnels dont la crise de temps. Nous appelons cela la « lessiveuse, la machine à laver qui tourne ». Machine à laver qui est une conséquence d'une organisation du travail basée sur **un New Management Public (NMP)**, méthode politique, pensée dans les années 1980 aux USA et GB (Reagan et Thatcher), pour diminuer, contraindre la dépense publique au nom d'une supposée recherche d'efficacité, d'efficience, de performance... Encore faut-il savoir de quelle efficacité, de quelle efficience ou performance parle-t-on pour un service public avec ses missions !

Ce service public national de l'Enseignement Supérieur et Recherche (ESR), avec ses universités, université entendue aussi comme espace d'émancipation et de transformation sociale, est un secteur non marchand créant aussi de la richesse.

Ce New Management travaille, change nos façons de réfléchir, de faire et donc nos comportements. Elle nous entraîne dans la création de nouvelles stratégies professionnelles qui selon nous, nous individualise, nous isole, nous morcelle, nous désynchronise, nous psychologise, bref nous divise ou nous écarte les uns des autres et provoque de la souffrance au travail... (on en parle demain).

Ce NMP est là aussi pour nous adapter à l'austérité, c'est-à-dire selon le discours officiel « **faire mieux avec moins** » pour en fait « **faire moins avec moins** » (cf. aussi l'Hôpital public).

Austérité qui signifie **la diminution, la limitation des dépenses publiques quels que soient les besoins réels et missions assignées**. Et le fait marquant est la diminution de recrutement dans toutes les catégories de personnels titulaires (fonctionnaires). **C'est un problème central à débloquer !**

Pour étayer cette affirmation je vous montre juste 4 diapos. (Visionnage en arrière-plan des 4 diapos sur le sous-investissement de la Dépense Intérieure d'Éducation (DIE) manque autour de 25Mds si même niveau de % dans le PIB qu'en 1996, puis par secteur d'enseignement, puis par moyenne de secteur, puis par étudiant-e inscrit-e à l'université). (Référence aussi à notre « Notre boîte un centime d'euro pour le budget de Mme Retailleau. »).

Les processus à l'œuvre via les contres réformes visent à **défonctionnariser, à dénationaliser, à territorialiser ...** Ce propos est schématique pour faire très court et sûrement plus complexe que cela bien sûr et que l'on peut se rétorquer que nous avons aussi nos propres difficultés, contradictions ou défaillances internes au sein des Services Publics (SP).

Mais le résultat de ces politiques est que toutes les structures de SP sont déstabilisées dans leurs missions ou la façon de les mener. La dégradation des conditions de travail est flagrante (les interviews en témoignent).

Cette combinaison NMP et austérité (l'un au service de l'autre) a amplifié l'accélération, la multiplication des tâches, des missions, les Heures Complémentaires, ceci avec beaucoup d'étudiant-es à accueillir dans le même temps.

Le fatalisme et l'acceptation que l'on n'a pas le choix et qu'il faut faire avec ce que l'on a, implique adaptationnisme et résilience à des mauvaises conditions de travail mais ceci pour éviter de trop mauvaises conditions d'études pour les étudiant-es. Cet adaptationnisme et/ou résilience sont aussi le reflet de nos consciences professionnelles. Le problème c'est que la dégradation ne cesse de se poursuivre malgré l'engagement des personnels.

Ces politiques, ces contextes entraînent surcharge de travail, de tâches, fatigue, souffrance et beaucoup de conflits qui ont augmenté énormément. Ces contextes peuvent amener esquives, démissions, replis sur soi, faire le minimum pour se protéger... et au bout du bout nous faisant surtout perdre le sens du métier et nos missions de service public.

Nos enquêtes SNESUP-SNEP sur les conditions de travail témoignent de façon très significative de cette dégradation depuis 15 ans pour toutes les catégories de personnels dont les précaires.

Mais ces dégradations, les injustices ressenties entre autres sur le manque de reconnaissance et de non revalorisation ne sont plus supportées par endroit et le mouvement de colère, d'indignation, de démissions donc de lutte des Enseignant-es du Second degré Affecté-es dans le Supérieur (ESAS-E2D) à la rentrée où les STAPS et IUT étaient en pointe, en est un symptôme.

On en arrive logiquement à la question donc des Assises pour faire quoi ?

Des Assises pour refaire, reconstruire des espaces de discussion en présentiel donc du lien et pour inventer, construire des résistances constructives.

Des Assises pour reconstruire du commun à partir des APSA et de ceux-elles qui s'en « servent » (Second degré EPS et Enseignant-e-Chercheur-e [EC]).

Le mot « assise » est utilisé à dessein car il permet de revoir, retravailler le soubassement de ce qui nous relie ici (le fil rouge) c'est-à-dire le sujet du sport et/ou des APSA à l'université et qui se décline dans toutes ses dimensions à savoir : la pratique des APSA, leurs enseignements, la formation complète et équilibrée (versus SUAPS), et la formation aux métiers du sport dont EPS et en recherche (versus STAPS et INSPÉ).

L'ESR est un service public national de formation et de recherche dans lequel il y a un **service public national « du sport à l'université encadré et** dans lequel sont reconnues des entités structurelles, institutionnalisées telles que les UFR STAPS par exemple avec des diplômes (+ RNCP), des labos de recherche, une 74^{ème} section au CNU ; telles que les SUAPS avec des missions (décret 2018) ; les INSPÉ institut de formation des futurs enseignants d'EPS et les préparant aux concours. Ces structures quels que soient les reproches qu'on peut leur faire, leurs défauts, sont encore pour nous un **bien commun** qui nous permettent de résister au vent des logiques néolibérales et leurs effets néfastes. S'il n'y avait pas ces structures imprégnées des missions de SP portées par les fonctionnaires-titulaires, non seulement il y aurait plus encore d'inégalités d'accès à l'enseignement supérieur (privatisation...), et nous n'aurions plus d'espaces communs pour construire nos identités professionnelles, donner du sens à nos métiers et donc créer des résistances face à ces logiques.

Ces Assises s'inscrivent dans cette stratégie : comment préserver et développer un service public du sport, des APSA dans toutes ses dimensions dans l'ESR avec ses missions ?

Alors questionnons nous !

En ce qui concerne l'EPS, son avenir au sein de l'école a partie liée avec l'avenir de l'université et en particulier avec les STAPS/INSPÉ et SUAPS .

C'est pourquoi profitant de la fenêtre que sont les JOP à Paris, le SNEP-FSU a lancé une campagne syndicale « d'EPS 2024 – 4 heures EPS » pour plus d'EPS de la maternelle à l'université et qui devrait être un des héritages de ces jeux (plus une demande d'UE sport obligatoire dans le cycle licence). Or nous constatons l'inverse, c'est à dire un affaiblissement de l'EPS (déscolariser et/ou dé-discipliniser l'EPS entre autres (opération 2 h de sport en collège, bouge ton corps 30 minutes dans le primaire) dans le système éducatif et un manque d'ambition pour un sport civil démocratisé et émancipateur. D'où notre titre les JOP déshéritent l'EPS et le sport scolaire et le sport civil (voir notre plaquette). Ceci alors que les rapports parlementaires vont dans le sens de nos revendications pour X raisons.

Pour nous les APSA, le sport (fait social total), et donc l'EPS sont un enjeu culturel et politique majeur, pour l'université et dans l'université. Les activités physiques, sportives et artistiques (APSA) font partie des missions de l'ESR, dont l'accès aux savoirs, aux compétences, à une culture générale, à une formation à l'analyse critique, à la recherche, bref, à une capacité à s'adapter au monde et à le transformer. Cf. Vidéo de Bouthier sur les APSA en tant qu'objets d'études universitaires.

Donc quelles pratiques, quelles formations et recherches avec quels encadrements ? C'est l'enjeu de nos différentes séquences.

- Des enjeux politiques : la privatisation du système et mise en concurrence est-elle conciliable avec notre volonté d'émancipation et de transformation ? Les APSA ne sont-elles que des outils de divertissements et de pansements aux maux de la société ? Comment gérer et diminuer les tensions entre nos missions et les faibles moyens pour les remplir ?
- Des enjeux sociaux : quelle démocratisation des APSA face aux besoins de lien social, de loisirs, de lutte contre la sédentarité... ?

- Des enjeux démocratiques et d'égalité : reprendre la main sur nos métiers et de façon collégiale et égalitaire ?
- Des enjeux liés à la nécessité et l'urgence de la transition écologiques dans toutes ses dimensions et concernant le sport et/ou APSA.

Elargissons nos représentations

En préparant ces Assises avec toutes ses séquences et multiples acteurs dans l'ESR (STAPS/SUAPS-GÉ/INSPÉ, GNDS, C3D, ANESTAPS, ARIS, FFSU, 74^{ème} section, FU, collègues..., Jeunesse et sport), le constat est que chacun.e est un peu dans son couloir ou son silo (aussi large soit-il) avec sa construction de sa réalité, de ses représentations y compris sur les autres acteur-rices ; et de voir le tout qu'en fonction de son point de vue. Chose logique dans nos fonctionnements de tous les jours vous nous direz... J'y inclus bien sur notre syndicalisme dans ce fait.

Et un des enjeux de ces Assises est de travailler à plus élargir notre focale, d'englober, de dévoiler mieux la complexité du sujet sport. Voir si l'on peut mieux articuler, compléter nos visions représentations et si possible mieux revendiquer, pour peser face aux enjeux.

il nous faut aussi nous interroger sur nos pratiques professionnelles, nos revendications, ... sur l'identité de nos diverses « communautés et structures » leurs liens ou complémentarités.

Nous voulons faire se croiser les points de vue des personnels à statut différent ou missions différentes SD degré entre autres EPS et EC, ainsi que les précaires. Il nous faut dépasser la simple co-habitation. C'est un des enjeux de ces Assises (cf. STAPS). Le travail et la co-organisation avec le SNESUP-FSU qui porte la nécessaire articulation enseignement et importance de la recherche, en est encore plus évident et incontournable. Tout ceci au sein de notre fédération (FSU). Nous avons tenu à inviter les étudiant-es et leurs organisations car c'est leur avenir dont on parle et leurs conditions d'études.

Nous voulons que ces Assises avec tout ce qui va se dire, s'échanger, se débattre, se confronter dans le respect des uns.es et des autres, nous fasse retrouver l'envie du collectif et du débat démocratique ; pour faire du lien, du débat professionnel éclairant les obstacles politiques empêchant le métier.

Face à l'explosion des collectifs dans nombre de structures nous devons reconstruire, redonner du sens et reprendre la « main » sur nos métiers et avoir envie de ne pas trop s'écarter les uns des autres. Notre objectif est que ces Assises, de prise de temps se déclinent et redonnent envie plus tard d'en organiser dans les régions universitaires ou localement dans chaque université, voire simplement poser une demi-journée, un temps régulier. Il faut poser des heures d'infos syndicales mensuelles de droit dans chaque UFR, services ...

Le collectif fait partie des solutions.

Ces Assises ne sont qu'une étape, pour essayer de reprendre la main sur nos missions et métiers, se persuader collectivement que nos missions sont d'intérêt général, être reconnu et valorisé, répondre aux besoins de la jeunesse entre autres et aux enjeux pour préserver un avenir commun, émancipateur et viable pour tous-tes...

Nos structures traitant des APSA dans toutes ses dimensions ont et sont des atouts pour pouvoir poursuivre nos missions d'intérêt général.

Il y aura un après de ces Assises avec des comptes rendus de toutes les séquences pour que les échanges se poursuivent, des propositions se fassent, s'affinent pour un autre sport humanisant et émancipateur et donc un autre modèle de société démocratique combinant justice sociale et transition écologique, pour notre jeunesse qui va assumer l'avenir et préparer aussi la suite... Bonnes Assises !